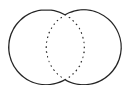


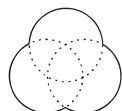
Généralités



Transparence:

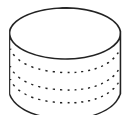
8 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du Public:

7 /100



Contrôle Budgétaire:

30 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 8e édition de l'EBO couvre 120 pays.

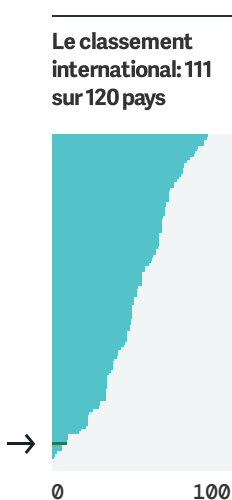
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, les rapports mondiaux et régionaux 2021, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Le Mali a un score de transparence de **8** (sur 100).

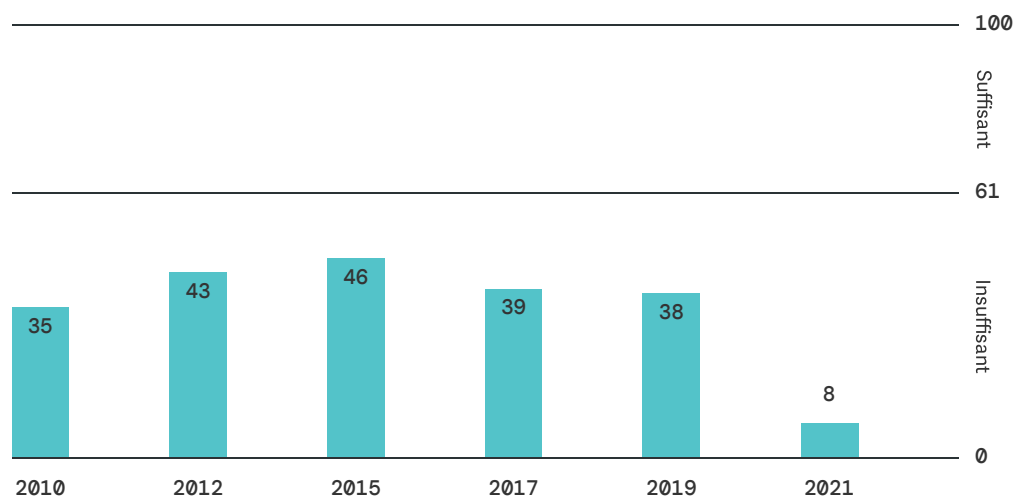
Mali: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Bénin	65
Côte d'Ivoire	47
République Démocratique du Congo	42
Sénégal	40
Cameroun	34
Burkina Faso	31
Niger	27
Mali	8
Tchad	6

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

Mali: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Mali: Disponibilité publique des documents budgétaires

KEY	
●	Accessible au public
●	Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
⊘	Non produit

Document	2010	2012	2015	2017	2019	2021
Rapport préalable au budget	●	●	●	●	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●	⊘
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	⊘	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	●	⊘	⊘	●	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	●	⊘	●	●	●	⊘
Rapport d'audit	●	⊘	⊘	⊘	●	⊘

Mali: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY	
● 61-100 / 100	
● 41-60 / 100	
● 1-40 / 100	

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2021	Publiés avec retard
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2021	Non produit
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2020	95
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2020	75
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2020	Publiés avec retard
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2020	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2019	Non produit
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2019	Non produit

Le score de transparence du Mali de 8 dans l'EBO 2021 est considérablement inférieur à par rapport à son score de 2019.

Qu'est-ce qui a changé en 2021 ?

Le Mali a réduit la disponibilité des informations budgétaires de :

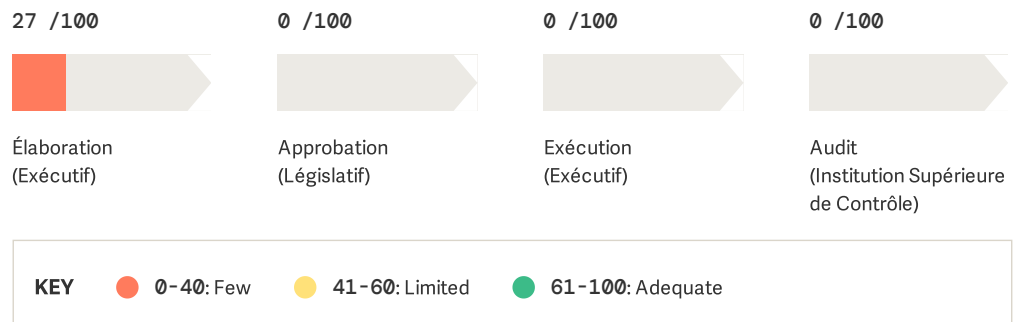
- Non publication des Rapports en cours d'année en ligne dans les délais.
- Défaut de production du Projet de budget de l'exécutif (PBE). Selon la méthodologie de l'EBO, le PBE est considéré comme non produit dans le cas où l'organe législatif a été dissous.

Recommandations

Le Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport préalable au budget et des Rapports en cours d'année dans les délais.
- Produire et publier le Projet de budget de l'exécutif, la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne et en temps utile.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Mali a mis en place consultations citoyennes pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire.
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

L'Assemblée Nationale du Mali a été dissoute en août 2020 et il est urgent de la rétablir afin de restaurer les contrôles et les équilibres normaux du processus budgétaire. En outre, après son rétablissement, les actions suivantes devraient être privilégiées pour améliorer les possibilités de participation du public :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

Le Contrôle général des services publics du Mali devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

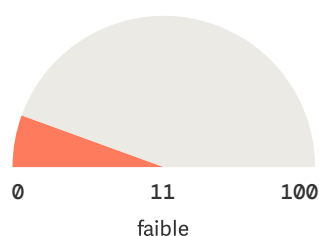
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

Contrôle budgétaire

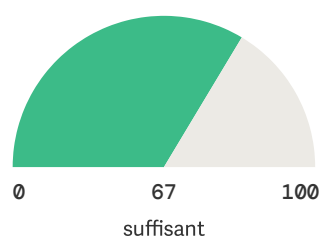
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Mali exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **30** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Recommandations

Lorsque l'Assemblée Nationale du Mali était en session, elle assurait un contrôle de faible pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle de faible pendant la phase d'exécution. Suite à sa dissolution en août 2020, il est urgent que l'Assemblée Nationale soit rétablie afin de restaurer les freins et contrepoids normaux du processus budgétaire du Mali. En outre, après son rétablissement, les actions suivantes devraient être privilégiées pour améliorer le contrôle législatif :

- L'Assemblée Nationale devrait débattre de la politique budgétaire avant la présentation du Projet de budget de l'exécutif et approuver les recommandations pour le nouveau budget.
- Le Projet de budget de l'exécutif doit être soumise au législatif au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire.
- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- L'Assemblée Nationale doit approuver le Projet de budget de l'exécutif avant le début de l'exercice budgétaire.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que l'Assemblée Nationale soit consultée avant que l'Exécutif ne transfère des fonds prévus dans le budget voté entre les unités administratives, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un manque de recettes pendant l'exercice.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Afin de renforcer l'indépendance et d'améliorer le contrôle des audits par le Contrôle général des services publics du Mali, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Mali ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2020 ont été évalués dans l'EBO 2021.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Boubacar Bougoudogo

Groupe de recherche en économie appliqué et théorique (GREAT)

Rue 626, porte 1726 Kalabancoura – Extension Sud Bamako, Mali BP. E1255

bougoudogo@yahoo.fr; boubacar@greatmali.net

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et au Mali par un représentant du Ministère de l'Économie et des Finances.